

Prix du blé

Nous demandons que l'utilisateur paie le coût de production du blé utilisé au Canada, plus un léger supplément. Le député a fort éloquemment démontré que nous n'augmenterions que de quelques cents le prix du pain si la différence était répercutée directement par le meunier à l'agriculteur. Je pourrais faire la même démonstration pour l'orge. Si nous augmentions le coût du malt d'orge d'environ \$5 par boisseau, nous augmentions de 40c. le prix d'une douzaine de bières, puisqu'on se sert de ce malt d'orge pour faire de la bière. La plupart des gens qui mangent du pain, qui boivent de la bière et qui consomment d'autres produits canadiens seraient tout à fait d'accord pour payer ce supplément si on les assurait que cet argent ira directement aux producteurs primaires ou aux agriculteurs et ne sera pas détourné par des intermédiaires entre-temps.

Les agriculteurs constituent une part importante de notre économie. Je suis heureux que le député de Swift Current-Maple Creek (M. Wilson) ait fait un plaidoyer en faveur de l'aide aux agriculteurs. J'espère que cette motion, comme le projet de loi C-215, le projet de loi sur la parité, présenté au nom du député de Yorkton-Melville (M. Nystrom), seront soumis à un comité ou à un sous-comité devant lequel comparaitront des témoins. Ils pourront étudier la question comme nous étudions actuellement le plan de stabilisation et j'espère que quand le comité présentera une recommandation, le gouvernement y donnera suite et ne fera pas la même chose que pour les recommandations du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques à propos des agri-obligations et de l'article 31.

N'oublions pas qu'un agriculteur nourrit environ 72 personnes. Si nous lui payons des prix de parité, il achète les produits et services disponibles sur le marché. Le député de Swift Current-Maple Creek admettra mieux que d'autres à la Chambre que si nous donnons à l'agriculteur un bon prix pour ses produits, il va aller acheter un camion ou une moissonneuse supplémentaire. Il faudra qu'une usine de Welland, de Kitchener, d'Oshawa ou de Windsor fabrique ce camion ou cette moissonneuse. Il va acheter des produits fabriqués par le reste du pays. Parfois, j'ai l'impression que nous sommes en train de renflouer les mauvaises personnes. Peut-être qu'au lieu de renflouer Massey-Ferguson, nous devrions renflouer les agriculteurs, ou au moins les payer suffisamment pour qu'ils puissent acheter les produits dont ils ont besoin.

Les agriculteurs ont une caractéristique: Ils ne gardent jamais leur argent dans leurs poches. La prospérité d'une collectivité agricole se voit au nombre de camionnettes de la rue Principale. Si l'année est bonne, elles sont toutes neuves; si l'année est mauvaise, elles ont deux ou trois ans. Nous devrions aider l'économie du Canada en permettant aux agriculteurs de récupérer leurs coûts de production plus un léger excédent.

Si le député de Swift Current-Maple Creek fait partie du comité, je suis sûr qu'il appuiera le même genre de procédure pour d'autres produits; en fait, si possible, pour tous les produits. Il a dit que c'était compliqué. Peut-être, mais les choses vont devenir encore plus compliquées si nous faisons diminuer le nombre de nos agriculteurs.

Dans les six à dix dernières années, la dette agricole au Canada est passée de 7 à 21 milliards de dollars. En fait, en 1983-1984, elle se chiffre à quelque 28 milliards de dollars. Même lorsque les agriculteurs semblaient prospères, ces dernières années, ce n'était pas le cas. C'était une prospérité faite

d'emprunts. Il nous faut faire quelque chose à cet égard. La meilleure chose à faire serait de leur donner un juste prix pour leurs produits de sorte qu'ils puissent payer leurs dettes.

Plus tôt aujourd'hui, j'ai rappelé la terrible réalité, pourrait-on dire, à savoir qu'au cours des treize dernières années, la proportion du revenu national qui est allée aux agriculteurs est tombée de 6.3 p. 100 à moins de 1 p. 100, pendant que la proportion allant aux banques et institutions financières s'est élevée de 1.26 à plus de 10 p. 100. Pas plus tard que la semaine dernière, les banques nous ont dit que l'année dernière avait été leur meilleure année. Cela a été la pire pour les agriculteurs. Il y a quelque chose de symbolique là-dedans, mais il nous faut résoudre ce problème séparément. Une solution partielle serait de faire en sorte que les agriculteurs touchent pour leurs produits un prix qui leur permette de régler leurs dettes. En Saskatchewan, il y avait 85,686 agriculteurs en 1966. Il y en a aujourd'hui entre 60,000 et 65,000. L'intérêt de la dette dont je parlais tout à l'heure s'est accru de 322 p. 100 au cours de ces six mêmes années. C'est surtout à cause de cela que les agriculteurs ne font pas de profits. Si je cite les statistiques de la Saskatchewan, c'est parce que ce sont celles que je connais le mieux. Nous parlons de production céréalière et le coût des produits du pétrole, en Saskatchewan, a augmenté au cours de cette période de 284 p. 100, celui des engrais de 218 p. 100, et celui des produits chimiques de 274 p. 100. Le député de Swift Current-Maple Creek estime que la production agricole n'a pas souffert de ces hausses. Si vous vérifiez, vous constaterez que les prix agricoles étaient meilleurs il y a six ans que maintenant, et pas seulement pour le blé, mais pour toutes les denrées. Les céréales produites dans mon exploitation agricole traînent en andains depuis près de deux mois. Nous en avons produit cinquante boisseaux à l'acre, mais nous les vendons \$1.80 le boisseau parce que le grain est pratiquement impropre à la consommation humaine et est tout juste bon pour les animaux. Ce projet de loi ne prévoit rien pour régler ce problème, qui doit être résolu au moyen de paiements de stabilisation ou de primes d'assurance. Toutefois, cette motion contribuerait à ce que tous les agriculteurs qui cultivent du blé, en Saskatchewan, au Manitoba, en Alberta et en Ontario, moi y compris, se sentent davantage en sécurité qu'à l'heure actuelle.

● (1640)

On nous dit à nous, agriculteurs, que nous produisons trop. On nous dit du même souffle que des peuples entiers meurent de faim. Certes, en cette époque de grands progrès en matière de communications et de transport, nous pourrions faire quelque chose pour remédier à cela. Il y a peu de temps, des spécialistes de la Banque du Canada estimaient que la moitié des exploitations agricoles familiales du Canada devrait disparaître. Voilà toute l'aide que nous offrent les institutions qui devraient grandement nous appuyer. Nous devrions aborder toute la structure agricole un peu plus globalement. Par exemple, on nous dit maintenant que des pays ne peuvent acheter notre blé et nos autres produits. C'est vrai. Toutefois, des entreprises comme les chaussures Bata et Union Carbide vont s'y installer pour fabriquer des produits qu'ils vendent ensuite au Canada. Ces chaussures sont vendus au même prix que si elles avaient été fabriquées par des travailleurs rémunérés aux salaires en vigueur au Canada. J'ai vécu au Nigéria il y a quelques années et le salaire horaire d'un travailleur de l'usine